

Histoire

JAURÈS ASSASSINÉ : UN DOCUMENT INÉDIT, ÉMOUVANT ET SIGNIFICATIF

Gilles Candar

30/07/2019

À l'occasion du 105^e anniversaire de l'assassinat de Jean Jaurès, la Fondation publie un document resté jusqu'à présent inconnu et donc inexploité par les chercheurs : le registre des signatures recueillies au domicile de Jean Jaurès où son corps avait été ramené dès la nuit de son assassinat. Ces feuillets, issus des archives Renaudel conservées à la Fondation, sont commentés par Gilles Candar, président de la Société d'études jaurésiennes.

Les obsèques de Jean Jaurès le 4 août 1914 ont souvent été décrites. Elles réunirent une foule nombreuse, mais moins qu'on aurait pu l'imaginer, en raison des circonstances tragiques de la mobilisation et des déclarations de guerre. La presse l'évalua à 12 ou 15 000 personnes. Le cortège funèbre partit du domicile de Jean Jaurès, au 8, villa de la Tour, avant de se rendre par la rue Eugène-Delacroix et l'avenue Henri-Martin (aujourd'hui Georges-Mandel pour cette fraction) au Trocadéro, puis à la place de l'Alma et enfin à la Concorde d'où il rejoignit la gare d'Orsay. Un train emporta le cercueil vers Albi et le cimetière des Planques où il fut inhumé le lendemain¹.

De nombreux participants n'ont sans doute pas souhaité, ou n'ont pas pu en raison de l'affluence, signer les registres disponibles à son domicile parisien, qui remplissent vingt-six feuillets. Les signatures sont souvent accompagnées d'une adresse, elles sont parfois complétées par l'indication d'une fonction, d'une représentation ou d'une qualité suggérant que la personne témoigne pour un groupe plus large. De rares commentaires peuvent aussi être relevés.

Le 105^e anniversaire de l'assassinat de Jean Jaurès est l'occasion de présenter à tous ce document et d'établir quelques observations initiales. Nous insistons sur le caractère provisoire de celles-ci. Il est évidemment difficile de déchiffrer tous les noms, parfois écrits très rapidement ou dans des conditions vraisemblablement inconfortables. La publication du fac-similé doit permettre d'apporter un certain nombre de compléments et d'éclaircissements. L'objectif serait d'arriver à déchiffrer la plupart des noms et autant que possible de les situer au moyen de brèves notices. Dans l'état actuel des choses, nous pouvons observer que ces feuillets contiennent un peu plus de cinq cents signatures, donc moins de 5% des participants aux obsèques. La nature même du

document fait que cet échantillon n'est pas vraiment représentatif : les personnalités, notables politiques ou autres, signent plus volontiers que les simples militants ou sympathisants, qui peuvent ne pas estimer nécessaire ou utile leur signature, alors que nous pouvons supposer que l'affluence obligeait à un temps d'attente non négligeable. Rien ne dit non plus que ce document nous soit parvenu complet : ces feuillets sont insérés dans une chemise, mais numérotés par nous, certains ont pu se perdre et leur ordre au sein de la chemise, conforme à ce qu'il était au moment de son investigation, a pu être auparavant modifié.

Il est évidemment malaisé de classer, de catégoriser. Nous venons d'employer le terme de « personnalités » et celui de « notables ». La dénomination ne peut être que des plus floues et empiriques. La tentation existe de chercher à identifier et à caractériser ce demi-millier de personnes, des plus célèbres qui gouvernèrent la France aux modestes – ou non – « Pinagot² » de l'époque. Faut-il y succomber ? De toute façon, pour le moment, nous nous contenterons en raison des nécessités de temps et de place à quelques remarques élémentaires.

Portée et limites de « l'union sacrée »

Le 4 août 1914, la France est depuis la veille en état de siège, alors que l'Allemagne lui a déclaré la guerre et a commencé les hostilités. L'allocution du président de la Chambre des députés Paul Deschanel, la déclaration de René Viviani affichée dans tout le pays au sujet de la mort de Jean Jaurès passent à bon droit comme les premières manifestations de ce que le président Raymond Poincaré appelle « l'union sacrée » pour la défense de la patrie, alors que le cortège constitue aussi la dernière manifestation parisienne avant la fin de la guerre³. Le registre des obsèques ne dément pas cette impression. Le personnel politique est particulièrement nombreux à être représenté et à marquer sa présence en signant le registre, le plus souvent en précisant le mandat exercé, député, sénateur ou autre.

Parmi les exceptions, l'ancien président du conseil Émile Combes signe discrètement, au bas du feuillet 25, à titre personnel, avec ses seuls prénom et nom. Nous avons sans doute là un témoignage de l'estime presque amicale qui unissait les deux hommes. Un autre ancien président du Conseil, radical lui aussi, est présent : Joseph Caillaux, mais il est assez clair que sa venue a un caractère davantage public, il n'omet pas de mentionner sa qualité de député et il est accompagné de quelques fidèles : Pascal Ceccaldi et Léon Accambray, tous deux députés de l'Aisne (feuillet 18). D'une manière générale, la France radicale et radicale-socialiste est largement représentée : sans tomber dans l'exhaustivité, citons François Bachimont, député de l'Aube, ancien maire de Nogent-sur-Seine, Henri Cosnier, député de l'Indre, président de la commission de l'Agriculture de la Chambre, le docteur Raoul Pacaud, élu par la circonscription des Sables-d'Olonne, un des « bleus »

de la Vendée, son collègue Jean Coyrard, député de la Charente-Inférieure, continuateur local du président Émile Combes, Joseph Ribet, député-maire d'Aspet, en Haute-Garonne, que représente aussi, pour Saint-Gaudens, Laurent Cazassus, alors que Prosper Noguès est député des Hautes-Pyrénées. Signent aussi le registre Daniel Vincent, du Nord, futur ministre, Jean Javal, de l'Yonne, accompagné d'un collègue dont nous n'avons pas identifié le nom, Georges Le Bail (père), député du Finistère, maire de Plozévet, Maurice Nibelle, de la Seine-Inférieure, Jean Peyret, du Rhône, tout comme Justin Godart, futur ministre, fondateur de la Ligue contre le cancer et personnage clef de la politique de santé publique⁴, pour l'heure vice-président de la Chambre, Paul Lacave-Laplagne, des Hautes-Pyrénées et Jacques Chaumié, fils de l'ancien ministre, pour le Lot-et-Garonne, ou encore Arthur Dessoie, député de Chaumont, en Haute-Marne, William Bertrand, de la Charente-Inférieure, Georges Ponsot, du Jura, Antoine Drivet, le sculpteur maire de Feurs (Loire), Pierre Deyris, des Landes, Léon Charpentier des Ardennes, Henri Roy, du Loiret, Ernest Haudos, pour la Marne, ou François Deloncle, qui vient de quitter le Parlement mais qui est un homme influent du *lobby* colonial. C'est le cas aussi de Paul Bluysen, député des cinq comptoirs français de l'Inde. Certes, l'ensemble de la mouvance radicale compte près de deux cents députés en 1914, mais de toute façon elle est ici en nombre. Ni Clemenceau ni Léon Bourgeois ne sont signalés, mais Paul Denise, président de la Fédération radicale et radicale-socialiste du Var, futur député de ce même département, qui est aussi celui d'élection de Clemenceau, signe deux fois : la première au nom de Camille Pelletan, par ailleurs son beau-frère⁵, et la seconde au titre de ses responsabilités de parti.

Le Sénat n'est pas encore la place forte du radicalisme qu'elle deviendra après-guerre⁶. Mais le groupe de la Gauche démocratique, qui a ajouté la mention radicale et radicale-socialiste à sa dénomination, dispose déjà d'une forte influence. Paul Strauss, sénateur de la Seine pendant près de quatre décennies, un des grands noms du réseau hygiéniste et du réformisme républicain, Albert Peyronnet, de l'Allier, spécialiste du droit du travail, Georges Murat, un clemenciste de l'Ardèche, Justin Perchot, des Basses-Alpes, la représentent ici et il est permis de rattacher à cette mouvance des personnalités aussi différentes que Paul d'Estournelles de Constant⁷, Prix Nobel de la Paix en 1909, président du groupe de l'arbitrage international, au nom duquel il prend la parole au moment des discours prononcés à l'angle de l'avenue Henri-Martin et de la rue de la Pompe, ou encore, personnalité très différente, Casimir Delhon, le viticulteur maire de Puissalicon dans l'Hérault, connu pour avoir été, en 1906, le premier membre du Parti socialiste à être élu à la Chambre haute, brièvement, car il avait vite pris ses distances et continué à agir en radical indépendant, surtout préoccupé des questions d'intérêt régional.

Deux ministres du gouvernement Viviani ont signé, alors que le président du Conseil lui-même a prononcé un discours et que trois autres ministres sont présents. Le premier signataire (feuillet 15) est celui de la Marine, ancien maire de Lyon et toujours dirigeant de la Ligue des droits de l'Homme,

Victor Augagneur, qui avait côtoyé Jean Jaurès au sein du Parti socialiste français (1902-1905) avant de s'éloigner de lui au moment de l'unité socialiste. Il est accompagné de son chef de cabinet⁸ Yves Le Trocquer, lui-même futur parlementaire et ministre. Leur présence peut du reste surprendre dans les circonstances de l'heure, puisqu'ils viennent tout juste (la veille) de prendre leurs fonctions en ce ministère, quittant les fonctions similaires qu'ils occupaient tous deux à l'Instruction publique et aux Beaux-Arts. L'autre ministre est Gaston Thomson, ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes, Télégraphes et Téléphones, quasi-inamovible député de Constantine (il atteignait presque les cinquante-cinq ans de mandat lorsqu'il mourut doyen de la Chambre), issu du gambettisme et désormais proche d'un radicalisme modéré (feuilleton 26). Il est accompagné de son épouse et de sa fille, ce qui paraît confirmer l'existence de liens personnels entre lui et Jean Jaurès, parfois notée par certaines sources, mais controversée au sein de l'historiographie jaurésienne.

Faut-il rechercher une catégorie particulière pour les républicains socialistes et anciens socialistes, politiquement proches des radicaux, mais issus de la même matrice que leurs collègues « unifiés » ? En dehors du nouveau ministre de la Marine, leur présence sur ces registres n'est pas très fournie, mais il est vrai qu'il s'agit d'une formation et d'une sensibilité plus réduites que celles de la France radicale, donc peut-être plus difficilement décelables pour des raisons statistiques. Certains d'entre eux mettent en avant d'autres qualités, universitaires par exemple. Parmi eux figure André Payer, conseiller municipal de Paris, futur parlementaire. Philippe Delaroche-Vernet, député-maire du Pouliguen (Loire-Inférieure), reste un proche de Briand, mais il est toujours inscrit au groupe radical-socialiste. Marius Devèze, l'ancien député du Gard, ancien maire d'Alès, ancien secrétaire du groupe socialiste Parti socialiste français puis unifié entre 1902 et 1906, représente aussi cette mouvance, éloignée de Jean Jaurès au cours des dernières années, mais qui lui restait attachée par les souvenirs de la Défense républicaine, du Bloc et des campagnes dreyfusiennes. Il faut tenir compte aussi des parlementaires dont la présence est signalée par la presse.

De leur côté, les modérés, surtout ceux issus de la Défense républicaine menée par Pierre Waldeck-Rousseau, qui avaient fait le choix « dreyfusien » et soutenu les lois laïques, malgré les divergences ultérieures sur les mouvements sociaux ou d'autres sujets, sont bien présents, sans doute moins que les radicaux, néanmoins assez nombreux. Ainsi, le Parti républicain démocratique, appellation peu usuelle, mais officielle depuis 1911, de ce qui reste connu comme l'Alliance républicaine démocratique⁹, a délégué son président, Adolphe Carnot, membre de l'Institut et frère de l'ancien président de la République, ainsi que son secrétaire général Charles-Henri Pallu de la Barrière, publiciste et futur syndicaliste du monde agricole, par ailleurs inspecteur des monuments historiques et conservateur du musée de la Malmaison, et cinq autres responsables de la

formation. Leur présence est indiquée de manière assez solennelle, avec une rédaction et une calligraphie soignées et ordonnées au feuillet 4. Des parlementaires de cette mouvance sont présents : le docteur Gilbert Laurent, député modéré de la Loire, Maurice Damour, des Landes, non inscrit à la Chambre, le docteur Laurent Théveny, de l'Aube, un peu en marge des logiques trop strictes de groupe, tout comme Henry Paté, élu par le 11^e arrondissement de Paris. Georges Géo-Gérald, député de la Charente, est, quant à lui, un ancien collaborateur du président de la Chambre Paul Deschanel, une des grandes figures du camp modéré, contradicteur prudent de Jean Jaurès et futur président de la République. Parmi les modérés signalons aussi Pierre de Chambrun, député de la Lozère, un des futurs « quatre-vingts » qui votèrent à Vichy le 10 juillet 1940 contre les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Le « chef » de sa maison, le marquis de Chambrun, signe lui aussi le registre.

La droite plus affirmée, catholique, royaliste ou « ralliée » à la République, y compris le camp modéré héritier du « mélinisme » de la fin du XIX^e siècle, c'est-à-dire la fraction du camp modéré qui au nom du « ni réaction ni révolution » avait choisi le camp de l'antidreyfusisme et de l'alliance à droite, reste peu présente. On évoque souvent la venue villa de la Tour de Maurice Barrès, le grand écrivain et député nationaliste de Paris, qui vint remettre lui-même à la fille de Jean Jaurès une lettre de condoléances et saluer son vieil adversaire, qualifié dans ses *Cahiers* de « noble » et de « grand homme » qu'il aurait « voulu pouvoir librement aimer !¹⁰ ». Lors des obsèques, certains députés conservateurs sont présents selon le compte rendu de *L'Humanité*¹¹, qui ne donne pourtant pas de noms. Deux députés libéraux des Côtes-du-Nord, donc des catholiques « ralliés » selon le vocabulaire de l'époque, sont en tout cas présents : Charles Meunier-Surcouf et Louis de Chappedelaine, futur ministre des années 1930, et, pour l'anecdote, père du futur ministre et dirigeant socialiste Louis Mermaz¹². Malgré tout, les obsèques réunissent surtout le monde parlementaire de la gauche et du centre, un peu à l'image de la coalition gouvernementale qui sera mise en place après la bataille des frontières et l'invasion le 26 août 1914. La gauche radicale et républicaine-socialiste élargie sur sa gauche aux socialistes unifiés et sur sa droite aux anciens adversaires des élections de 1914 regroupés dans une Fédération des gauches (Aristide Briand, Alexandre Millerand, Louis Barthou), située malgré son nom au centre droit du contexte politique du printemps 1914, devenu obsolète. Plus on va vers la droite, moins la participation aux obsèques semble importante, ce qui ne constitue pas vraiment une surprise.

Présence socialiste

La participation socialiste et syndicaliste est censée aller de soi. De fait, elle est massive et concerne certainement la masse des participants, qu'ils aient ou non signé le registre, et parmi les premiers, qu'ils soient ou non identifiés. Pour autant, tous les dirigeants ne figurent pas sur notre

liste. Certains sont présents, mais accompagnent la famille de près et la suivent jusqu'à Albi. D'autres pour une raison ou une autre n'ont pas apposé leurs signatures. Parmi celles-ci, une signature de petite taille tout en haut du feuillet 17 semble chargée d'une émotion réelle : Édouard Vaillant, député de Paris et responsable du parti aux affaires internationales, le vieil allié maître des majorités au sein du parti¹³. Il est accompagné d'une Marg. Vaillant, non sa compagne donc, Françoise ou « Fatty », mais sa belle-fille Marguerite, née Guibelin, qui deviendra officiellement en 1917 la deuxième épouse de son fils Jacques.

pourrait reformuler ainsi : « Ah, Guesde est absent. Il est malade, pourtant, il nous enterrera tous, mais il ne pourra pas assister à nos obsèques, car ces jours-là, il sera de nouveau malade. » De fait, selon ses biographes, Jules Guesde, à la santé fragile et déjà âgé, serait tombé en syncope en apprenant la nouvelle et aurait gardé la chambre quelques jours¹⁴. Certains de ses proches sont présents, comme Marcel Cachin, nouveau député de Paris et collaborateur de *L'Humanité*, qui signe lui aussi discrètement (feuillet 16). Toutes les tendances sont représentées : Alexandre Blanc, député du Vaucluse, qui se fera connaître pour son engagement pacifiste pendant la Grande Guerre et sa participation à la conférence de Kienthal (1916), Marius Valette, député de Nîmes (Gard), son collègue Hubert Rouger, Vincent Carlier, ancien député de Marseille, qui vit depuis son échec de 1910 en région parisienne, des vaillantistes comme Maurice Allard, député du Var très anticlérical, ou Hippolyte Mauger, l'ancien maire de Dun-sur-Auron, député du Cher, Alphonse Loyau, conseiller municipal de Paris qui vient de récupérer le siège de Landrin décédé qui fut auparavant celui d'Édouard Vaillant, son collègue Eugène Reisz, élu dans le quartier voisin de Charonne, Paul Fribourg, un cheminot venu de l'allemanisme, ancien conseiller de Picpus, Pierre Laval, nouveau député de la Seine, dont le destin n'est évidemment pas encore écrit en 1914. Le maire de Gentilly, Paul Théophile Leroux, signe ès qualités, accompagnés de deux conseillers, Ragon et Lucien Coll, un originaire de l'Aisne qui a retrouvé en banlieue sud son ami Jean Longuet¹⁵.

À dire vrai, les fédérations et sections ne mentionnent qu'épisodiquement leur présence, vécue comme naturelle et évidente. Fait exception la modeste fédération du Morbihan, représentée au bas du feuillet 1 par Eugène Le Bouedec, rédacteur au *Rappel du Morbihan*. Constituée en 1907, la fédération compte un peu plus de trois cents membres répartis en douze groupes et sections, elle est déjà détentrice de la municipalité de Lanester et implantée à Lorient et Ploemeur. Sont mentionnées aussi les sections socialistes de Vanves, Courbevoie, Saint-Denis, La Garenne-Colombes, de la 7^e circonscription de l'arrondissement de Saint-Denis, etc. Quelques noms évoquent de vieux débats et des temps déjà anciens, par exemple des collaborateurs de la *Revue socialiste*, comme Maxime Toubreau, docteur en droit, spécialiste des fraudes alimentaires, militant syndicaliste ou Edmond Degay, venu du blanquisme et en quelque sorte son représentant officiel dans les années 1890 au quotidien *La Petite République*, membre du parti, mais aussi secrétaire général du ministère du Travail après avoir été membre du cabinet de Viviani, ce qui ne lui avait pas permis de devenir député socialiste de Calais.

Aux confins du socialisme se situent Joseph Lagrosillière, député de la Martinique dont l'adhésion au groupe comme au parti s'avéra souvent complexe et un peu embrouillée, et Blaise Diagne, nouveau député du Sénégal, élu par les « quatre vieilles » communes de droit français (Dakar, Saint-Louis, Rufisque, Gorée). Blaise Diagne est le premier Africain noir à siéger à la Chambre des députés et sera le premier à occuper les fonctions de ministre en 1931-1932. Il ne siège pas pour

l'heure au groupe socialiste qu'il rejoindra de la fin 1917 au printemps 1919 lorsqu'il occupera des fonctions de Haut Commissaire au sein du gouvernement Clemenceau.

Bien entendu, il ne s'agit ici que d'une petite partie des socialistes présents. Il faut compléter la liste avec le compte rendu paru dans *L'Humanité* du 5 août. Ainsi prirent la parole, après René Viviani, président du Conseil, mais aussi longtemps ancien ami, les socialistes Camille Huysmans (pour l'Internationale), Marcel Sembat, Bracke, Dubreuilh, Poisson (au nom des coopérateurs), sous l'égide de Pierre Renaudel, directeur de la rédaction du journal et député du Var. Parmi les personnalités présentes, le journal signale les ministres Louis Malvy (Intérieur), René Renoult (Travaux publics), Maurice Couyba (Travail et Prévoyance sociale), tous trois radicaux, les présidents du Sénat Antonin Dubost et de la Chambre Paul Deschanel (deux modérés), le sénateur Henry Chéron, les députés Georges Leygues, Louis Andrieux, Charles Benoist (modérés), Julien Symian, Jacques-Louis Dumesnil, Jean Cruppi, Gustave Pédoya (radicaux), Maurice Viollette, Camille Lenoir, Gustave de Kerguezec et Pierre Colliard (républicains socialistes), que nous n'avons pas identifiés parmi les signataires, ainsi que l'ancien directeur de *L'Intransigeant* et de *L'Aurore* Ernest Vaughan, désormais directeur de l'hôpital des Quinze-Vingts. Philippe Landrieu et Pierre Renaudel conduisent le cortège avec Louis Jaurès et le capitaine Gérard. *L'Humanité* du 6 août donne une liste complémentaire de messages de condoléances, parmi lesquels nous pouvons relever les noms d'Ernest Lavisse, Montéhus, Louis Pergaud, Louis Dreyfus, Charles-Ange Laisant... Le monde syndical n'est pas de reste avec, outre Léon Jouhaux, ses prédécesseurs au secrétariat général Maurice Copigneaux (1898-1900) et Victor Griffuelhes (1901-1909), le trésorier Charles Marck, Georges Dumoulin, Émile Pouget, les syndicats du Gaz, des Chemins de fer, des Postes et bien d'autres, syndicalistes, socialistes ou militants « du rang », signalant parfois leur appartenance à une section ou à un syndicat, ou comme Louis R[illisible] sa simple qualité de « Un prolétaire de Suresnes » (feuillet 9).

Amitiés et fraternité

Grande question que l'amitié en politique¹⁶, de manière générale et pour Jean Jaurès en particulier ! En tout cas, s'il eut un ami personnel, ce fut sans conteste Charles Salomon, son « cothurne » de l'École normale supérieure, rue d'Ulm, professeur de khâgne au lycée Condorcet et chargé de cours au collège Sévigné, voué tout entier à son métier, qui avait fait rencontrer Jean Jaurès et Ernest Renan, avait fait lire Alain à son ami, veillé aux études de ses enfants, etc. Il assiste aux obsèques et signe le registre (feuillet 17) avant de confier une part de sa correspondance avec son ami à Lucien Lévy-Bruhl pour la biographie que celui-ci écrira¹⁷. La marquise Arconati-Visconti¹⁸ s'était brouillée ou avait cru se brouiller l'année précédente avec Jean Jaurès dont elle ne supportait pas l'internationalisme et les attaches les plus à gauche, mais on sait qu'une brouille constitue souvent

un autre moment de l'amitié et elle vient donc avec un de ses autres grands amis, Joseph Reinach, historien et militant dreyfusard, ancien dirigeant de la Ligue des droits de l'Homme, dont il s'est éloigné depuis les temps du Bloc, journaliste et personnalité du camp modéré qui a si souvent polémique avec les socialistes en général et Jean Jaurès en particulier (feuillet 24). Non loin d'eux se trouvent le préfet de police, Célestin Hennion, et son principal collaborateur, et prochain successeur, le secrétaire général Émile Laurent. Mélanie Enjalran (feuillet 25) est probablement une proche parente de Louis Enjalran, professeur de philosophie au lycée d'Albi et ami proche de Jean Jaurès¹⁹.

Il est difficile de saisir quelques notes familières, le registre mortuaire ne se prêtant pas aux épanchements personnels. Relevons néanmoins la présence d'un ancien élève de Jean Jaurès au lycée d'Albi, Henri de Lestang, homme de lettres (feuillet 9), un de ses anciens élèves – qualité qu'il signale – du lycée d'Albi, auquel nous devons la publication dans *Le Pays tarnais* d'un poème de jeunesse de Jean Jaurès, « Le guignol provincial et le guignol parisien », déclamé à l'occasion de la Saint-Charlemagne au lycée Louis-le-Grand. M. Vachez, professeur, signe comme « ami et obligé de 1885 à 1890 à Castres » (feuillet 25). Un médecin précise être présent « à titre de voisinage » : il demeure en effet 5, villa de la Tour.

La France intellectuelle de l'affaire Dreyfus n'a pas oublié l'auteur des *Preuves* et le champion de tant d'autres causes partagées. La direction de l'École normale supérieure est présente, ainsi qu'Eugène Gley, professeur de biologie au Collège de France, Paul Boyer, slavisant réputé, qui signe en précisant ses fonctions d'administrateur de l'Institut des langues orientales²⁰, André Lichtenberger, professeur et écrivain, spécialiste de l'histoire du socialisme au XVIII^e siècle. Émile Borel, mathématicien, mentionne sa qualité de sous-directeur de l'École normale supérieure. Il aura une carrière politique comme député radical pendant l'entre-deux-guerres. La signature la plus prestigieuse à nos yeux contemporains est sans doute celle apportée par le promoteur de l'Art nouveau Hector Guimard (feuillet 3), lequel mentionne sa profession d'architecte et donne son adresse, 122, avenue Mozart, un des fleurons de son œuvre. Ses sympathies dreyfusardes et son pacifisme militant expliquent sa présence.

La Ligue des droits de l'Homme est officiellement représentée par le philosophe Léon Brunschvicg, membre de son comité central depuis les origines, mais aussi par la section de Vincennes, celle du 9^e arrondissement de Paris, présidée par Georges Lhermitte, et divers militants. Le président national, Ferdinand Buisson, ancien membre de l'Association internationale des travailleurs (AIT), ancien collaborateur de Jules Ferry et principal artisan des lois scolaires, ancien député radical-socialiste de Paris, prononce un discours au nom de la Ligue et de l'Université avant d'apposer sa signature au feuillet 21. Cécile Brunschvicg, l'épouse du dirigeant de la Ligue des droits de l'Homme,

signe au nom de l'Union française pour le suffrage des femmes à laquelle avait adhéré Jean Jaurès. Maria Vérone, avocate et journaliste, épouse de Georges Lhermitte, le fait en tant que secrétaire générale de la Ligue du droit des femmes, que tous deux présideront par la suite, rappelant ainsi que, même modérés ou intermittents, comme cela a parfois été noté, les combats de Jean Jaurès pour les droits des femmes n'étaient ni ignorés ni négligés par les militantes féministes. Les dames semblent d'ailleurs relativement nombreuses dans ce registre et il sera évidemment intéressant d'en déterminer plus précisément la proportion. Un ancien dreyfusard, l'anarchiste Charles Malato, qui réside rue Vercingétorix, collaborateur de *La Guerre sociale* et de *La Bataille syndicaliste*, signe après deux facteurs des PTT et devant le docteur Roussy et son épouse, suivis de la famille du ministre Thomson.

Dès la première feuille du registre, un encadré de la franc-maçonnerie signale la présence d'une délégation de la Fédération maçonnique de la Grande Loge de France (cinq signatures) et celle de la loge *Les Amis de l'humanité* qui relève du Grand Orient de France. Figurent aussi dans la liste Charles Richet, professeur à la faculté de médecine, prix Nobel de physiologie en 1913, membre de l'Académie des sciences, du Grand Orient et de la Ligue des droits de l'Homme, militant pacifiste (mais aussi racialisé et eugéniste convaincu), président de la Société française de l'arbitrage entre les nations et le secrétaire de l'association Jules-Louis Puech, historien du proudhonisme et des premiers socialismes, animateur de *La Paix par le droit*, dont l'œuvre a été étudiée à plusieurs reprises par Rémy Cazals²¹ ainsi que diverses personnalités de la presse, des arts et des lettres de l'époque : Charles Paix-Séailles, directeur du *Courrier européen*, futur directeur du *Bonnet Rouge*, gendre du philosophe Charles Séailles, Samuel Cohn, membre du conseil d'administration de *L'Aurore*, Eugène Figuière, éditeur et libraire, critique et poète, fondateur de nombreuses revues et collections, Paul-Napoléon Roinard, peintre, poète et librettiste issu du mouvement libertaire, André Sinet, peintre et affichiste en vue, mais aussi Georges Lecomte, écrivain et président de la Société des gens de lettres, ancien militant dreyfusard et collaborateur en 1904 de la première *Humanité*, pas encore académicien, ni réactionnaire, ce qui finit par arriver, Jules Ronjat, docteur ès lettres, ancien majoral du Félibrige de 1904 à 1909, Gaston Rabaud, d'origine tarnaise, professeur agrégé des lettres au lycée Charlemagne, M. Chabasseur, de la Bibliothèque d'éducation rue de Cluny. Le docteur Gustave Roussy venu avec son épouse est encore à l'aube de sa grande carrière médicale. Sa famille, désormais de très bonne bourgeoisie genevoise, est issue de protestants cévenols partis au « Refuge ». Le rabbin Louis-Germain Lévy, de l'Union libérale, envoie quant à lui son salut « au frère des grands prophètes²² ».

Les Touchinsky, de la rue des Martyrs, se disent « amis des Jean Jaurès » (feuillet 9). Un citoyen belge de Gand (feuillet 8), deux socialistes russes, Alexandre et Vera, qui ne signent que de leurs prénoms (feuillet 17), mais qui à vrai dire ne sont pas les seuls de leur nationalité (au moins le

travailleuse russe Stepan Anikine, feuillet 21), un Américain, Abraham G. Arnold, de New York (feuillet 22) évoquent l'internationalisme du discours jaurésien.

Les commentaires sont rares, quelques ultimes saluts : « En souvenir », « Vive Jaurès »... L'un mérite évidemment toute notre attention : « Vive la paix. À bas la guerre » écrit Thézard, venu probablement avec son épouse Jeanne (feuillet 11) à la suite de quoi C. Joulin indique quelques lignes plus loin « Vive la Sociale ».

Partey 17. rue Cambert,
Paris 29 rue Cambert
Belgique
diroch

J. Gastonel 9 St. Louis

Paul Napoleon Roimard

C. Despaty (1^{re} Section).
ell Despaty

Pierre Proust
Eug. Proust

C. Matthes
Théard

Jeanne Théard

M. Benoit
C. Faubry

Vive la paix
A bas la guerre

Vive la Sociale
Stop faubry

Binoir capitaine, typographe.

Extrait du registre des signatures. Feuilletez les 26 feuillets sur www.archives-socialistes.fr

Jacques Camecasse (1869-1941), militant socialiste, franc-maçon et espérantiste, fils du Léon

Camescasse qui marqua le mouvement républicain et les débuts du guesdisme²³, demeurant à deux pas de l'actuel siège de la Fondation Jean-Jaurès, 1 bis, rue Lallier à Paris, est le seul à écrire à l'encre rouge. Après son patronyme et avant de signer, il ajoute : « Et encore, guerre à la guerre ! » (feuille 22). Peut-être pouvons-nous – provisoirement – conclure cette première présentation sur son émouvante exhortation ?

1. Jacqueline Lalouette, *Jean Jaurès. L'Assassinat, la gloire, le souvenir*, Paris, Perrin, 2014.
2. Alain Corbin, *Le Monde retrouvé de Louis-François Pinagot. Sur les traces d'un inconnu (1798-1876)*, Paris, Flammarion, 1998.
3. Gilles Candar, Romain Ducoulombier, Magali Lacousse et alii, *Jaurès. Une vie pour l'humanité*, Paris, Beaux-Arts éditions, 2014. La première manifestation d'après-guerre sera celle du 6 avril 1919 pour protester contre l'acquittement de l'assassin de Jean Jaurès.
4. Annette Wieviorka (dir.), *Justin Godart. Un homme dans son siècle (1871-1956)*, Paris, CNRS Éditions, 2005.
5. En 1936, Paul Denise fut à l'origine de l'association des amis de Camille Pelletan, depuis relancée et animée par Paul Baquiast.
6. Fabien Conord, *Les Élections sénatoriales en France (1875-2015)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016. Le premier radical président du Sénat sera en 1920 Léon Bourgeois.
7. Stéphane Tison (dir.), *Paul d'Estournelles de Constant. Concilier les nations pour éviter la guerre (1878-1924)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015.
8. « Chef de cabinet » est le terme alors employé pour le poste actuellement dénommé « directeur de cabinet ».
9. Cf. Rosemonde Sanson, *L'Alliance républicaine démocratique. Une formation du centre (1901-1920)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2003. Formation du président Raymond Poincaré (comme d'ailleurs de ses prédécesseurs Émile Loubet et Armand Fallières et de son successeur Paul Deschanel), l'ARD/PRD avait été le grand adversaire des socialistes aux élections législatives du printemps.
10. Maurice Barrès, *Mes Cahiers*, 1914, édition partielle présentée par Guy Dupré, Paris, Plon, 1994 [1^{re} éd. : 1938], pp. 735-736.
11. « Les obsèques de Jaurès », *L'Humanité*, 5 août 1914.
12. Louis Mermaz, *Il faut que je vous dise. Mémoires*, Paris, Odile Jacob, 2013.
13. Gilles Candar, *Édouard Vaillant. L'invention de la gauche*, Paris, Armand Colin, 2018.
14. Jean-Numa Ducange, *Jules Guesde, l'anti-Jaurès ?*, Paris, Armand Colin, 2017. Un Guesde est présent, mais il s'agit de Pierre Guesde, administrateur des colonies et professeur de cambodgien à l'École des langues orientales.
15. Une correspondance Jean Longuet-Lucien Coll est conservée dans les archives de l'Ours, au Fonds Bérès.
16. Vincent Duclert (dir.), « L'amitié dans la République », *Jean Jaurès, Cahiers trimestriels*, n° 143, janvier-mars 1997.
17. Lucien Lévy-Bruhl, *Jean Jaurès, esquisse biographique*, Paris, Rieder, 1924, rééd. Manucius, 2016. Pour une édition complète de la correspondance entre Jean Jaurès et Charles Salomon, se référer à l'édition des *Œuvres de Jean Jaurès*, tome 1, *Les années de jeunesse*, Paris, Fayard, 2009.
18. Gérard Baal, « Jaurès et la marquise Arconati-Visconti », *Bulletin de la SEJ*, n° 73, avril-juin 1979 et « Un salon dreyfusard, des lendemains de l'affaire à la Grande Guerre, la marquise Arconati-Visconti et ses amis », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juillet-septembre 1981. Voir aussi le tome 11, *Voici le XX^e siècle ! 1905-1907*, des *Œuvres de Jean Jaurès*, édité par Vincent Duclert, Paris, Fayard, 2019.
19. Lors de la cérémonie du lendemain à Albi, les cordons du poêle sont tenus par Paul Bouju, préfet du Tarn, Jean-Baptiste Calvignac, maire de Carmaux, Justin Soulié, son conseiller général, vieux camarades de lutte et Louis Enjalran, l'ami philosophe : « Les obsèques de Jaurès à Albi », *L'Humanité*, 7 août 1914.
20. Anna Pondopoulo, « Paul Boyer, ses liens avec la Russie et les enjeux politiques de la réforme de l'École des langues orientales dans les années 1910 », in Annie Charon et alii, *La France et les Français en Russie. Nouvelles sources et*

approches (1815-1917), Paris, Publications de l'École nationale des Chartes, 2011.

21. Le plus récent de ses ouvrages à signaler sur ce sujet est la publication de la *Correspondance 1915-1916* entre Jules-Louis Puech et son épouse Marie-Louise, *Saleté de guerre !*, Maisons-Laffitte, Ampelos, 2015. Voir aussi les travaux de Rémi Fabre sur le protestantisme et le pacifisme.
22. Cf. Catherine Poujol, « Les débuts de l'Union libérale israélite (1895-1939). Le pari de moderniser le judaïsme français », *Archives juives*, vol. 40, n°2, 2007, pp. 65-81.
23. Émile Bottigelli et Claude Willard (éd.), *La Naissance du Parti ouvrier français. Correspondance inédite de Jules Guesde, Paul Lafargue, etc.* Paris, Éditions sociales, 1981.